



Centrale d'achats des CROUS

Cahier des clauses particulières - Marché de fourniture de denrées alimentaires à température ambiante (épicerie)

Appel d'offres ouvert n°2025015

Remise des offres : 06/11/2025 à 12h00

Table des matières

Article 1	Identification des parties contractantes	4
Article 1.1	Identification du pouvoir adjudicateur	4
Article 1.2	Identification de l'opérateur économique.....	5
Article 2	Objet et caractéristiques du marché.....	5
Article 2.1	Objet du marché.....	5
Article 2.2	Nomenclature des prestations - Classification CPV	6
Article 2.3	Description des prestations	6
Article 2.4	Allotissement.....	6
Article 2.5	Lieux d'exécution.....	7
Article 2.6	Forme et modalités de financement de l'accord-cadre.....	7
Article 2.7	Durée et date de début du marché	8
Article 2.8	Montant de l'accord-cadre	8
Article 2.9	Financement de l'accord-cadre et des marchés subséquents.....	8
Article 2.10	Modifications de l'accord-cadre.....	9
Article 3	Pièces contractuelles du marché public.....	9
Article 4	Prescriptions relatives aux denrées alimentaires ambiantes (épicerie)	10
Article 4.1	Dispositions réglementaires applicables aux denrées alimentaires.....	11
Article 4.2	Législation spécifique aux denrées de type épicerie	11
Article 4.3	Autres textes et références techniques.....	12
Article 5	Obligations du titulaire.....	13
Article 5.1	Obligation de résultat et mise en œuvre de moyens minimaux	13
Article 5.2	Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service ..	13
Article 5.3	Transport et distribution.....	14
Article 5.4	Confidentialité	14
Article 5.5	Assurance	14
Article 6	Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison.....	15
Article 6.1	Bon de commande.....	15
Article 6.2	Bon de livraison	15
Article 7	Description des prestations	16
Article 7.1	Modalités de livraison.....	16
Article 7.2	Conditionnement des palettes	16
Article 7.3	Garantie des vices cachés	17
Article 8	Spécificités techniques.....	18
Article 8.1	Durabilité des produits	18
Article 8.2	Spécificités des produits	18

Article 8.3	Traçabilité, conformité et obligations documentaires	18
Article 8.4	Emballages et conditionnements	19
Article 8.5	Additifs.....	20
Article 8.6	Critères microbiologiques, contaminants et corps étrangers	20
Article 8.7	Etiquetage.....	20
Article 8.8	Maîtrise des risques sanitaires.....	21
Article 8.8.1	Le risque sanitaire et sa prise en charge	21
Article 8.8.2	La gestion des allergènes	21
Article 8.9	Engagement sur les marques et produits	21
Article 8.10	Besoins ponctuels saisonniers	22
Article 8.11	Promotions et nouveautés	22
Article 8.12	Fiche technique	23
Article 9	Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales.....	23
Article 9.1	Suivi de l'accord-cadre.....	23
Article 9.2	Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent	24
Article 9.3	Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats	24
Article 9.4	Encadrement des relations commerciales.....	25
Article 9.5	Portée des clauses du présent CCP.....	25
Article 10	Prix de l'accord-cadre	25
Article 10.1	Référence et consistance des prix	25
Article 10.2	Forme des prix.....	26
Article 10.3	TVA	27
Article 10.4	Clause de remise sur les prix publics	27
Article 10.5	La particularité de la théorie des circonstances imprévues	28
Article 10.6	Clause de sauvegarde.....	29
Article 10.7	Clause butoir	29
Article 10.8	Date de formation des prix et facturation	29
Article 11	Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires.....	30
Article 11.1	Facturation électronique obligatoire.....	30
Article 11.2	Délais de règlement	31
Article 11.3	Intérêts moratoires	32
Article 11.4	Défaut de paiement	32
Article 11.5	Avances	33
Article 11.6	Acomptes	33
Article 11.7	Cession ou nantissement de créance	33
Article 12	Les pénalités, ajournement et rejet	34

Article 13	Principes et motifs de résiliation	34
Article 13.1	Motifs de résiliation	34
Article 13.2	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	35
Article 13.3	Résiliation pour motif d'intérêt général	35
Article 14	Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige	35
Article 15	Dérogations au CCAG-FCS	36

Article 1 Identification des parties contractantes

Le présent accord-cadre est conclu entre les parties définies ci-après.

Article 1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

L'acheteur public est la Centrale d'achats des Crous, représentée par sa Directrice générale, Madame Marjorie BRETTELLÉ, nommée par le pouvoir adjudicateur en la personne de la Présidente du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, Madame Bénédicte DURAND.

En application de l'article R. 822-3 du Code de l'éducation tel que modifié par l'article 1er du décret du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires, le centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), établissement public à caractère administratif, a décidé, dans les conditions prévues par la réglementation des marchés publics, de constituer une Centrale d'achat chargée de passer des marchés publics, conclure des accords-cadres ou acquérir des fournitures ou services pour le compte des centres régionaux, des établissements d'enseignement supérieur, des organismes de recherche et des autres organismes publics accueillant des publics pouvant bénéficier des prestations et services fournis par le réseau tel que défini à l'article R. 822-1 du Code de l'éducation.

Les statuts de la Centrale d'achats ont été votés lors du Conseil d'Administration du CNOUS du 09 février 2017.

La Centrale d'achats des Crous obéit par ailleurs aux dispositions prévues par les articles L. 2113-2 à L. 2113-5 du Code de la commande publique.

Les acheteurs bénéficiaires (ci-après « adhérents ») du présent accord-cadre sont :

- ❖ Le Crous Aix-Marseille-Avignon,
- ❖ Le Crous Amiens Picardie,
- ❖ Le Crous Bordeaux-Aquitaine,
- ❖ Le Crous Bourgogne-Franche-Comté,
- ❖ Le Crous Clermont Auvergne,
- ❖ Le Crous Créteil,
- ❖ Le Crous Grenoble Alpes,
- ❖ Le Crous Lille Nord Pas-de-Calais,
- ❖ Le Crous Limoges,
- ❖ Le Crous Lyon,
- ❖ Le Crous Lorraine,
- ❖ Le Crous Montpellier-Occitanie,
- ❖ Le Crous Nantes Pays de la Loire,
- ❖ Le Crous Nice-Toulon,
- ❖ Le Crous Normandie,
- ❖ Le Crous Orléans-Tours,
- ❖ Le Crous Paris,
- ❖ Le Crous Poitiers,
- ❖ Le Crous Reims,

- ❖ Le Crous Rennes Bretagne,
- ❖ Le Crous Strasbourg,
- ❖ Le Crous Toulouse-Occitanie,
- ❖ Le Crous Versailles,
- ❖ HEC,
- ❖ ESCP BUSINESS SCHOOL,
- ❖ CESFO,
- ❖ CCIP,
- ❖ INSPE,
- ❖ ENSP.

En sa qualité de Centrale d'achats, d'autres établissements pourront adhérer en cours de marché et bénéficier de ses conditions.

Article 1.2 Identification de l'opérateur économique

L'opérateur économique attributaire est ci-après désigné par le « titulaire ».

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, qui se rapportent :

- ❖ Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- ❖ A la forme de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- ❖ A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ Au capital social de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la fusion de l'entreprise avec un tiers ;
- ❖ A la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou de plusieurs branches ;
- ❖ D'activités de l'entreprise ou de cessions d'actifs ;
- ❖ Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Ces modifications font l'objet soit d'un certificat ordre de service émanant du pouvoir adjudicateur soit d'un avenant signé par les deux parties.

Article 2 Objet et caractéristiques du marché

Article 2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet de fournir à l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats des denrées alimentaires à température ambiante (épicerie).

Article 2.2 Nomenclature des prestations - Classification CPV

Les classifications CPV de l'accord cadre sont les suivantes :

15800000-6	Produits alimentaires divers
15890000-3	Produits alimentaires et produits secs divers

Les classifications complémentaires CPV de l'accord cadre sont les suivantes :

15311100-2	Chips et pommes frites
15332290-3	Confitures
15820000-2	Biscottes et biscuits : pâtisseries et gâteaux de conservation
15870000-7	Condiments et assaisonnements
15872000-1	Herbes et épices

Article 2.3 Description des prestations

Le présent marché intègre une série de prestations indispensables à son exécution et qui sont les suivantes :

- ❖ Réception des commandes ;
- ❖ Traitement des commandes ;
- ❖ Transport, acheminement et remise des commandes aux destinataires et aux différents points de livraison ;
- ❖ Suivi de la bonne exécution du marché ;
- ❖ Formations d'optimisation à l'utilisation des produits, y compris par vidéos ;
- ❖ Animations et promotions.

Les produits et articles concernés par les commandes sont indiqués dans les différents bordereaux de prix unitaires (B.P.U.).

Le titulaire est tenu de respecter les éléments sur la base desquels il s'est engagé dans le cadre de réponse technique.

Le titulaire est tenu de fournir des produits et articles en conformité avec les fiches techniques exigées.

Le titulaire est tenu de fournir les produits et articles aux prix renseignés dans le B.P.U.

Ces différentes prestations sont décrites de manière plus détaillée aux articles suivants du présent CCP.

Article 2.4 Allotissement

En vertu de l'article L. 2113-10 et R. 2113-1 et suivants du code de la commande publique ; le présent marché est un marché alloti. Il se compose des lots suivants :

Lot n°1 : Epicerie - Zone IDF - N26EPICIDF

Lot n°2 : Epicerie - Zone Nord - N26EPICZN

Lot n°3 : Epicerie - Zone Sud – N26EPICZS

Concernant le découpage des lots par zone ce dernier s'effectue comme suit, cf annexes 3 à l'acte d'engagement :

- ❖ Zone 1 : adhérents de Créteil, Paris, Versailles, + adhérents externes (HEC, CCIP, CESFO, INSPE, ENSP).
- ❖ Zone 2 : adhérents de Amiens, Bourgogne-Franche-Comté, Nancy-Metz, Nantes, Normandie, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Rennes, Strasbourg.
- ❖ Zone 3 : adhérents CROUS : de Aix Marseille, Bordeaux, Clermont Ferrand, Grenoble, Limoges, Lyon, Montpellier, Nice Toulon, Toulouse ; adhérent externe : ENSP.

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner à l'ensemble des lots. Il n'est pas prévu de nombre maximal de soumissionnaires pour l'attribution des lots.

Article 2.5 Lieux d'exécution

A titre d'information, figure en annexe l'ensemble des restaurants, brasseries, cafétérias des adhérents (annexe n°1 du présent CCP intitulée « site de restauration »).

La Centrale d'achats communique au titulaire les nouveaux points de livraison selon les adhésions reçues par de nouveaux établissements au cours du présent marché.

Article 2.6 Forme et modalités de financement de l'accord-cadre

Conformément à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.6161-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable du titulaire, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

Le marché est financé à partir des fonds propres de chacun des adhérents.

Article 2.7 Durée et date de début du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois, à compter du **1er mars 2026**.

Il pourra être reconduit tacitement 3 fois pour des périodes de 12 mois supplémentaires, sans que la durée totale d'exécution de l'accord-cadre ne dépasse 48 mois.

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre auquel ils se rattachent.

Un bon de commande pourra s'exécuter dans un délai maximum de 15 jours après la date de fin de l'accord cadre. Ainsi, les commandes passées avant la fin de l'exécution de l'accord-cadre ne pourront avoir un délai de livraison ultérieur à ce délai.

Article 2.8 Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum.

N° du lot	Intitulé du lot	Montant maximum annuel € HT
Lot 1	Epicerie ZONE IDF	10 500 000 €
Lot 2	Epicerie Zone Nord	20 100 000 €
Lot 3	Epicerie Zone Sud	22 800 000 €

A titre indicatif et non contractuel, le montant estimatif annuel des dépenses est de :

L'estimation financière annuelle se décline, comme suit :

N° de Lot	Intitulé du lot	Montant cible annuel € H.T.	Part catalogue en %
Lot 1	Epicerie Zone IDF	3 500 000€	3%
Lot 2	Epicerie Zone Nord	6 700 000 €	3%
Lot 3	Epicerie Zone Sud	7 600 000 €	3%

Article 2.9 Financement de l'accord-cadre et des marchés subséquents

L'accord-cadre et les marchés passés sur son fondement sont financés à partir des fonds propres de chacun des adhérents de la Centrale d'achats.

Article 2.10 Modifications de l'accord-cadre

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou unilatéralement les modifications impactant le présent marché ne peuvent changer sa nature globale.

Modification en cours de marché

Conformément aux dispositions combinées des articles L2194-1 et R2194-2 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications par le biais d'avenants dans les cas suivants :

- ❖ Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- ❖ Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- ❖ Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- ❖ Les modifications ne sont pas substantielles ;
- ❖ Les modifications sont de faible montant.

Pouvoir de modification unilatérale

Conformément à l'article L2194-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut apporter unilatéralement une modification à un contrat administratif soumis au Livre 1er de la 2ème Partie du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions combinées du 4° de l'article L6 et de l'article L2194-2 du Code de la commande publique, lorsque le pouvoir adjudicateur use de ce pouvoir de modification unilatéral, le titulaire a droit au maintien de l'équilibre financier du contrat.

Article 3 Pièces contractuelles du marché public

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant.

- ❖ Pour chaque lot, l'acte d'engagement ATTR11, transmis par la Centrale d'achat à l'opérateur économique ou au groupement d'opérateurs économiques auquel il a été envisagé d'attribuer l'accord-cadre et ses annexes :
 - L'annexe 1 : bordereau des prix unitaires (B.P.U.) ;
 - L'annexe 2 : cadre de réponse technique (C.R.T.) ;
 - Les annexes 3 : Fiches synthétiques (données fournisseurs) afférentes aux trois lots ;
- ❖ Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes, pour l'ensemble des lots :
 - L'annexe n°1 : « site de restauration » ;
 - L'annexe n°2 : « pénalités » ;
 - L'annexe n°3 : « agents comptables » ;
 - L'annexe n°4 : « manuel utilisation BNA fournisseurs » ;
 - L'annexe n°5 : « charte graphique » ;

- ❖ Les fiches techniques des produits BPU - en format PDF - la désignation de l'article devra comporter les éléments suivants :
 - Numéro de l'article (en lien avec le BPU) comportant 3 chiffres / exemple : 001 ;
 - Code BNA en lien avec le BPU ;
 - Référence fournisseurs en lien avec le BPU.
 - Les caractéristiques techniques demandées (au BPU) devront apparaître sous peine de minoration de la note.

S'il existe une fiche technique industrielle, la joindre en plus de celle du distributeur.

- ❖ Pour chaque lot, le catalogue en format Excel, avec le prix des tarifs généraux et tarifs remisés avec le pourcentage de remise indiqué ;
- ❖ Certificats de compatibilité alimentaires des conditionnements ;
- ❖ Les bons de commande ;
- ❖ Un éventuel mémoire technique du titulaire fourni en complément.

Pièce générale :

- ❖ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et de services ;

Article 4 Prescriptions relatives aux denrées alimentaires ambiantes (épicerie)

Les prestations objet du présent marché concernent la fourniture et la livraison de denrées alimentaires ambiantes, relevant du rayon épicerie.

Le titulaire s'engage à livrer des produits conformes aux exigences sanitaires en vigueur, garantissant leur fraîcheur, leur traçabilité ainsi que leur qualité nutritionnelle.

Il appartient au titulaire de veiller au strict respect des réglementations applicables, notamment celles relatives à la sécurité sanitaire des aliments, à l'étiquetage, à la traçabilité et à la conservation des produits.

Sont exclues de cette consultation les huiles dont les procédés d'extraction conduisent à la présence d'hexane dans les produits finis.

Le soja et produits à base de soja, ne permettant pas le respect des VTR définies dans la recommandation de l'ANSES du 24 mars 2025 sont exclus de cette consultation.

Les références dites HVE seront issus de pratiques agricoles de valorisation et reconnaissance environnementale : « La Certification Environnementale des Exploitations Agricoles »

Article 4.1 Dispositions réglementaires applicables aux denrées alimentaires

- ❖ Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ;
- ❖ Règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;
- ❖ Règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- ❖ Règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relatif aux contrôles officiels, remplaçant notamment le règlement (CE) n° 882/2004 et le règlement (CE) n° 854/2004 ;
- ❖ Règlement (CE) n° 2073/2005 de la Commission du 15 novembre 2005 concernant les critères microbiologiques applicables aux denrées alimentaires ;
- ❖ Règlement (UE) n° 1169/2011 dit « INCO » du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires ;
- ❖ Règlement (CE) n° 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 sur les additifs alimentaires ;
- ❖ Règlement (CE) n° 1924/2006 du 20 décembre 2006 concernant les allégations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires ;
- ❖ Règlement (CE) n° 1829/2003 et n° 1830/2003 du 22 septembre 2003 concernant respectivement les OGM dans l'alimentation humaine et animale, ainsi que leur traçabilité et étiquetage ;
- ❖ Règlement européen (UE) 2025/40 relatif aux emballages et déchets d'emballages
- ❖ Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et denrées alimentaires, remplaçant le règlement (CE) n° 510/2006 ;
- ❖ Règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) no 834/2007 du Conseil
- ❖ Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, ainsi que ses règlements d'application :
 - Règlement (CE) n° 889/2008 du 5 septembre 2008,
 - Règlement (CE) n° 1235/2008 du 8 décembre 2008 relatif à l'importation de produits biologiques,

Article 4.2 Législation spécifique aux denrées de type épicerie

- ❖ Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et pour une alimentation saine, durable et accessible à tous ;
- ❖ Loi n° 2010-729 du 30 juin 2010, modifiée par la loi n° 2012-1442 du 24 décembre 2012, relative aux matériaux en contact avec les denrées alimentaires ;
- ❖ Décret n° 2014-1489 du 11 décembre 2014 modifiant le code de la consommation concernant l'information des consommateurs ;
- ❖ LOI n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche ;

- ❖ Arrêté du 30 septembre 2011 relatif à la qualité nutritionnelle des repas dans la restauration scolaire (GEMRCN) ;
- ❖ Arrêté du 20 juillet 1998 fixant les conditions techniques et hygiéniques applicables au transport des aliments ;
- ❖ Règlement d'exécution (UE) 2022/2105 de la Commission du 29 juillet 2022 fixant les règles relatives aux contrôles de conformité des normes de commercialisation de l'huile d'olive et aux méthodes d'analyse des caractéristiques de l'huile d'olive ;
- ❖ Règlement délégué (UE) 2022/2104 de la Commission du 29 juillet 2022 complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation de l'huile d'olive ;
- ❖ Décret n° 2008-184 du 26 février 2008 portant application du code de la consommation en ce qui concerne les graisses et huiles comestibles ;
- ❖ Décret n°55-241 du 10 février 1955 pris pour l'application en ce qui concerne le commerce des conserves et semi-conserves alimentaires ;
- ❖ Arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant ;
- ❖ Arrêté du 2 octobre 1997 relatif aux additifs pouvant être employés dans la fabrication des denrées alimentaires ;
- ❖ Arrêté du 20 août 2002 relatif aux denrées et ingrédients traités par ionisation.

Article 4.3 Autres textes et références techniques

- ❖ Règlement européen UE 2023/1442 modifiant le règlement UE 10/2011 concernant « les matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires » ;
- ❖ Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiant le règlement (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2019/904, et abrogeant la directive 94/62/CE ;
- ❖ Codex Alimentarius ;
- ❖ Cahier des ressources Bleu-Blanc-Cœur ;
- ❖ Guides de Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) applicables au secteur alimentaire ;
- ❖ Code Rural et de la Pêche Maritime : articles L.231-1, L.201-7, D.201-7 ;
- ❖ Code de l'environnement ;
- ❖ Instructions techniques et recommandations nutritionnelles officielles du GEM-RCN pour la restauration collective en France ;
- ❖ Code de la consommation : articles L.120-1, L.121-1, R.122-25.

Cette liste est non-exhaustive. Il appartient au titulaire de vérifier la conformité au regard de la réglementation en vigueur des denrées alimentaires fournies, du processus de transformation et des procédés de livraison. Tout changement dans la réglementation sera immédiatement applicable.

Article 5 Obligations du titulaire

Article 5.1 Obligation de résultat et mise en œuvre de moyens minimaux

La prise en charge des prestations définies au présent marché constitue un contrat avec obligation de résultat.

Le titulaire s'engage :

- ❖ A fournir, de manière continue et sans interruption, des denrées alimentaires garantissant la santé et le bien être des consommateurs ;
- ❖ A assurer la réception, le traitement et la livraison des commandes de l'ensemble des produits faisant l'objet du présent marché. Les risques afférents au transport des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire concerné. Le titulaire est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ;
- ❖ A livrer des produits qui répondent aux spécifications, normes et prescriptions prévues par les lois, règlements et décisions en vigueur au jour de la livraison, en ce qui concerne leur appellation, dénomination, origine, état, qualité, composition, conditionnement, présentation, emballage, étiquetage et transport ;
- ❖ A conserver les denrées à bonne température ;
- ❖ A faire des offres régulières, acceptables et appropriées lors de la sollicitation pour les bons de commande ;
- ❖ A conseiller en premier lieu, pour toute commande d'un produit issu du catalogue, à la personne chargée des commandes, un produit équivalent issu du BPU ;
- ❖ A traiter et à répondre, à l'aide de l'annexe n°4 « manuel utilisation BNA fournisseurs » du présent CCP aux non-conformités qui leur sont adressées.

Article 5.2 Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service

Le titulaire s'engage :

- ❖ A assumer, sous sa responsabilité exclusive, dans ses locaux, lieux de stockage et camions de livraison, au sein des locaux des adhérents, l'hygiène, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;
- ❖ A contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- ❖ A assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent accord-cadre, soit parfaitement remplie ;
- ❖ A faire en sorte que ses interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, de service, ni désordre dans les locaux ;
- ❖ A prévenir la Centrale d'achats ainsi que l'ensemble des adhérents et en priorité les établissements devant être livrés, de toutes ruptures de stock sur un produit ;

- ❖ A appliquer, si possible, pour la traçabilité des produits, des étiquettes facilement détachables (type vignettes ou équivalent) résistantes à l'eau et indéchirables.

Le titulaire ne peut se prévaloir, pour éluder les obligations du présent accord-cadre, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment pour l'interruption ou le report de toute opération décidée par n'importe quel adhérent de la Centrale d'achats.

Article 5.3 Transport et distribution

Le titulaire est tenu de livrer sur l'ensemble des sites de livraison du présent accord-cadre, dans le respect des plages horaires définies avec chaque adhérent.

Article 5.4 Confidentialité

Le titulaire et son personnel est tenu, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats que l'exécution du présent marché l'amènerait à connaître.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation lèse les intérêts des adhérents de la Centrale d'achat et engagerait sa responsabilité.

Article 5.5 Assurance

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Centrale d'achats, des adhérents et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'accord-cadre. Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La prise d'effet de l'accord-cadre est subordonnée à la remise de l'attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du n'importe quel adhérent dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de la Centrale d'achats, envers les tiers, y compris le personnel d'un des adhérents, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par contrat et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

Leur responsabilité protège la Centrale d'achats contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'elle provienne.

Article 6 Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison

Article 6.1 Bon de commande

Par principe, et sauf dérogation expresse d'un des adhérents, les bons de commande doivent mentionner :

- ❖ Le numéro unique d'identification du bon de commande ;
- ❖ Le numéro de référence du marché ;
- ❖ L'intitulé du marché ;
- ❖ L'adhérent concerné ;
- ❖ L'unité de gestion et l'établissement ayant passé la commande ;
- ❖ La désignation complète du produit et la référence du B.P.U. ;
- ❖ Les quantités demandées ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Les prix unitaires H.T. livrés ;
- ❖ Le montant global H.T. de la commande.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur les bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS., le titulaire bénéficie d'un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion, pour notifier au signataire du bon de commande toutes les observations qu'il estime nécessaires.

Le titulaire est informé qu'il est possible de décommander une commande jusqu'à 72 heures avant la date de livraison prévue sans qu'il ne puisse être porté préjudice financier à l'établissement concerné.

Article 6.2 Bon de livraison

A chaque bon de commande doit correspondre un ou plusieurs bons de livraison remis, par le transporteur, au magasinier ou au responsable du service acquéreur.

Le bon de livraison comprend, au minimum, les renseignements suivants :

- ❖ Le nom du fournisseur ;
- ❖ La référence du bon de commande ;
- ❖ La nature des fournitures livrées ;
- ❖ Les quantités des fournitures livrées.

Article 7 Description des prestations

Article 7.1 Modalités de livraison

Les franco de port sont les suivants :

INTITULE DE L'ACCORD-CADRE	Montant H.T. ou poids des franco
Epicerie	250 €

Le titulaire est réputé connaître la diversité des structures des adhérents de la Centrale d'achats.

Le titulaire ne peut se prévaloir, pour se décharger de leurs obligations, de la faible capacité de stockage de certaines unités de gestion.

Les palettes Europe seront mises à disposition pour que la livraison suivante le distributeur les reprennent. Si manquement de reprise par le distributeur, il ne pourra imputer le coût au Crous.

Le titulaire est tenu de livrer les articles aux heures et aux fréquences décidées par chaque responsable de site ainsi qu'aux jours convenus avec eux, selon la capacité de stockage. Par défaut, les horaires de livraison sont de 7 à 11 heures. Ces éléments seront précisés lors de la réunion de cadrage à l'initiative du titulaire, prévue au début du marché.

Le titulaire supporte seul les frais afférents au déchargement de marchandises pondéreuses, fragiles ou volumineuses.

Les montants des frais de reprises seront précisés au CRT, en cas de reprise imputable au titulaire les frais de reprises sont à sa charge exclusive.

Lorsqu'un même opérateur économique se voit attribuer plusieurs lots, un seul franco de port est applicable. Par ailleurs, les franco de port s'apprécient à la livraison indistinctement qu'il s'agisse d'articles commandés au BPU et/ou catalogue.

En cas de rupture produit à la responsabilité du fournisseur ou livraison partielle, entraînant une relivraison sans que le franco ne soit atteint, les frais de livraison ne devront pas être appliqués.

Les frais de livraison sont facturés et inscrits sur la facture des produits livrés.

Article 7.2 Conditionnement des palettes

Le titulaire est tenu de s'assurer des contraintes techniques et des conditions d'accès aux lieux de livraison. La manutention jusqu'aux lieux de stockage est à la charge des titulaires.

A cet effet, pour des raisons d'ergonomie et d'utilisation des personnels des adhérents de la Centrale, les produits sont conditionnés de préférence en cartons n'excédant pas 25 kilos.

Le choix d'une palette appropriée, des emballages collectifs et une disposition appropriée des charges sur la palette peuvent minimiser le risque de dommages à chaque étape de l'expédition – de l'achèvement au transport et au déchargement.

Les magasiniers et les préparateurs de commandes sont responsables de la distribution des marchandises sur la palette. Cependant, il appartient au fabricant de sélectionner le bon emballage pour la marchandise, ainsi que de choisir une palette adaptée au type de charge.

Ainsi, il est impératif d'examiner l'état technique des palettes avant d'empiler les marchandises. Il doit être vérifié :

- ❖ Si la palette est cassée ou fissurée, dans le cas de palettes en bois – si le bois pourrit ;
- ❖ Si elle est propre et non humide ;
- ❖ Si les colis demeurent homogènes et appartiennent au même type d'emballage et à la même capacité ;
- ❖ Si tous les cartons/colis sont orientés sur la palette de façon à rendre l'étiquetage visible de l'extérieur de la palette ;
- ❖ Si tous les matériaux d'emballage sont fabriqués avec des matériaux sans danger et convenant à l'usage auquel ils sont destinés. Ils ne doivent transmettre au produit aucune substance toxique, ni aucune odeur ou saveur indésirable ;
- ❖ Enfin, que le titulaire veille également à éviter tout suremballage des produits.

Les emballages de type cagettes ou autres matériels logistiques réutilisables par le titulaire devront être récupérés au plus tard lors de la livraison suivante. Un système de consignation peut être mis en place afin de limiter le recours aux suremballages.

La limitation de la hauteur des palettes à 1,80 mètres doit être impérativement respectée et ce, pour des raisons de sécurité, sous peine de refus de la livraison.

Article 7.3 Garantie des vices cachés

Les prestations font l'objet d'une garantie annuelle prévue à l'article 28 CCAG FC-S.

Les prestations font également l'objet de la garantie contre les vices cachés, c'est-à-dire ceux les affectant préalablement à leur admission, qui ne pouvaient être légitimement connus par l'acheteur et qui les rendent impropres à l'usage auquel l'acheteur les destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne les aurait pas acquises ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus.

La fourniture est garantie par le titulaire contre tout vice caché, c'est à dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison ou de l'ouverture du carton contenant le produit.

En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par le titulaire ou, éventuellement, une réfaction est appliquée sur le prix de la fourniture, au gré de l'adhérent concerné.

Article 8 Spécificités techniques

Article 8.1 Durabilité des produits

La durabilité restante à la livraison, est au minimum supérieur au 2/3 de la durée de vie du produit, sauf indication contraire au BPU.

Article 8.2 Spécificités des produits

Le titulaire est tenu de fournir des articles conformes aux exigences mentionnées dans le B.P.U., aux fiches techniques actualisées fournies et aux descriptions du catalogue.

Dans le cas où les exigences BPU seraient différentes des spécificités réglementaires ou codes des usages professionnelles, seules les premières pourront prévaloir dans le cadre du marché.

Les denrées alimentaires au marché doivent être saines et propres à la consommation humaine.

Le titulaire s'engage à fournir des produits exempts d'odeurs, de goûts anormaux d'insectes et de souillures.

Article 8.3 Traçabilité, conformité et obligations documentaires

Le titulaire doit assurer, en toutes circonstances, une traçabilité complète des denrées livrées, depuis la production jusqu'à la livraison finale.

Conformément aux exigences du règlement (CE) n°178/2002, il devra être en mesure de fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, l'origine des matières premières, les dates de fabrication, de conditionnement et de péremption, ainsi que les numéros de lots correspondants.

Cette traçabilité doit permettre de procéder sans délai à un retrait ou à un rappel de produits en cas de non-conformité.

A cet effet, le titulaire devra :

- ❖ Fournir, à première demande, toute preuve de conformité réglementaire, notamment les fiches techniques, certificats de conformité, justificatifs d'origine, liste des allergènes, éléments de traçabilité, ainsi que les relevés de température de transport.
- ❖ Disposer d'un Plan de Maîtrise Sanitaire (PMS) à jour, conforme au règlement (CE) n° 852/2004.
- ❖ Coopérer sans délai avec le pouvoir adjudicateur en cas de retrait, rappel ou alerte sanitaire concernant les produits livrés.
- ❖ Assumer l'intégralité des coûts liés à tout refus ou retour de produits non conformes.

Ces articles sont non-exhaustifs. Il appartient au titulaire de vérifier la conformité au regard de la réglementation en vigueur des denrées alimentaires fournies, du processus de transformation et des procédés de livraison. Tout changement dans la réglementation sera immédiatement applicable.

Article 8.4 Emballages et conditionnements

Les denrées faisant l'objet du marché doivent être emballées de façon à préserver les qualités hygiéniques, nutritionnelles, technologiques et organoleptiques du produit.

Les matériaux d'emballage, doivent être sans danger pour la santé des consommateurs et compatible à l'usage alimentaire. Ils ne doivent transmettre au produit aucune substance toxique, odeur ou saveur indésirable.

L'emballage sera de type perdu. Il devra comporter un degré de résistance et de solidité suffisant en fonction de la manipulation dont il fera l'objet dans les différentes phases du transport et d'utilisation.

Les emballages utilisés seront conformes à la législation nationale et européenne ainsi que toute évolution en cours d'exécution du marché.

Les emballages plastiques seront conformes aux objectifs du Décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif aux objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi, et de recyclage des emballages en plastique à usage unique pour la période 2021-2025.

Les conditionnements des articles prévus au marché seront conformes au règlement (CE) n°1935/2004 (ou « règlement cadre ») du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 définit les exigences générales qui s'appliquent aux matériaux et objets destinés à entrer en contact directement ou indirectement avec les denrées, produits et boissons alimentaires.

Par denrées alimentaires, on entend les denrées au sens de l'article 2 du règlement (CE) n°178/2002.

Les conditionnements seront conformes au règlement (CE) n° 2023/2006 relatif aux règles relatives aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) des groupes de matériaux et d'objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires qui figurent à l'annexe I du règlement (CE) n°1935/2004 et des combinaisons de ces matériaux et objets ou des matériaux et objets recyclés utilisés dans ces matériaux et objets. Les candidats se conformeront aux dispositions de ce règlement par la mise en place d'un système d'assurance qualité pour la fabrication, la transformation et la distribution des matériaux et objets destinés à entrer au contact des aliments. Les dispositions du règlement (CE) n° 2023/2006 (spécifiquement consacrées aux bonnes pratiques de fabrication des encres d'impression et des matériaux et objets imprimés seront également appliquées.

Les matériaux et objets, y compris les matériaux et objets actifs et intelligents, sont fabriqués conformément aux bonnes pratiques de fabrication afin que dans des conditions normales ou prévisibles de leur emploi, ils ne cèdent pas aux denrées des constituants en une quantité susceptible :

- ❖ De présenter un danger pour la santé humaine ;
- ❖ D'entraîner une modification inacceptable de la composition de la denrée ;
- ❖ D'altérer les propriétés organoleptiques de la denrée alimentaire.

Article 8.5 Additifs

Les denrées alimentaires livrées dans le cadre du présent marché ne devront contenir que des additifs expressément autorisés par la réglementation applicable.

La présence d'additifs doit être conforme, par ordre de priorité, en premier lieu, à la législation nationale et aux exigences de l'Union européenne et, en second lieu, au codex Alimentarius.

Les additifs utilisés devront être mentionnés dans la liste des ingrédients conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 1169/2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires.

Par ailleurs, les teneurs en sel, sucre ou autres agents de conservation devront être indiquées pour tous les produits élaborés et être conformes soit aux guides de bonnes pratiques reconnus dans le secteur, soit, à défaut, aux prescriptions techniques figurant au BPU.

Article 8.6 Critères microbiologiques, contaminants et corps étrangers

Les produits alimentaires du marché seront conformes aux critères microbiologiques du règlement (CE) n°2073/2005, à défaut des critères d'hygiène des procédés supplémentaires de la FCD.

La présence de contaminants et toxines sera conforme aux réglementations nationales et européennes, le cas échéant à la norme générale pour les produits de consommation humaine (Codex Stan 193-1995).

Les produits livrés devront être exempts de corps étrangers, entendus comme toute matière ou particule étrangère à la nature et à la texture attendues du produit, susceptible d'altérer la qualité sanitaire ou la sécurité du produit pour le consommateur.

Le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à des laboratoires afin d'effectuer des analyses bactériologiques, microbiologiques et physicochimiques sur les produits faisant l'objet du marché.

En cas de non-conformité, les mesures correctives, y compris le refus des produits et la résiliation partielle du marché, pourront être mises en œuvre dans les conditions prévues au marché.

Article 8.7 Etiquetage

Le titulaire est tenu de fournir des produits dont l'étiquetage est en conformité avec la réglementation nationale et de l'Union européenne en vigueur.

L'ensemble des mentions affichées sur l'étiquette doit reprendre, au minimum, les éléments indiqués au Codex Stan 1-1985 afin de garantir, notamment, la composition et assurer la traçabilité des produits.

Les systèmes à code-barres de type EAN 128 ou EAN 13 seront favorisés.

Article 8.8 Maîtrise des risques sanitaires

Article 8.8.1 Le risque sanitaire et sa prise en charge

Conformément au « Paquet Hygiène », les candidats auront mis en place un Plan de Maîtrise Sanitaire, intégrant :

- ❖ Les mesures à prendre pour la gestion de la traçabilité ;
- ❖ Les bonnes pratiques d'hygiène concernant aussi bien le personnel que le matériel, les méthodes de travail et les locaux ;
- ❖ Le plan HACCP (plan d'analyse des risques et des points critiques pour leur maîtrise) ;
- ❖ La gestion des non-conformités.

En cas d'alerte sanitaire, le titulaire du marché est tenu mettre en place une procédure de blocage/ retrait / rappel. Il devra transmettre, sans délai à la Centrale d'achats ainsi qu'aux adhérents concernés, les éléments de traçabilité nécessaires à son traitement :

- Référence du produit ;
- DDM/DLUO ;
- Liste des points de livraison du réseau concernés ;
- Motif de l'alerte ;
- Devenir du produit.

Des adresses électroniques dédiées exclusivement à la diffusion des alertes sanitaires sont mises en place pour chacun des adhérents ainsi que la Centrale d'achats. Cet outil sera obligatoirement privilégié par le titulaire, qui pourra éventuellement le compléter d'appels téléphoniques.

En cas de non-conformité émise par le réseau, démontrant un risque pour la sécurité des consommateurs, la salubrité des productions ou la réputation des Crous, la Centrale d'achats se réserve le droit de demander le retrait des produits ou lots concernés.

Article 8.8.2 La gestion des allergènes

Concernant les allergènes, les produits doivent être conformes au règlement (UE) n°1169/2011, notamment à son annexe II qui établit la liste des allergènes à déclaration obligatoire.

Article 8.9 Engagement sur les marques et produits

Le titulaire est tenu de livrer des produits correspondants aux marques renseignées dans son offre.

En cas de rupture de stock, définitive ou ponctuelle, ou de tout évènement ayant pour effet la disparition ou la non-commercialisation d'une marque, le titulaire est tenu d'en informer, par courriel, **dans un délai de 5 jours ouvrés**, la Centrale d'achats et de proposer un produit de substitution.

Ainsi, deux situations sont à distinguer :

- ❖ Dans la configuration d'une rupture définitive d'un produit ou de plusieurs produits : le titulaire ne pouvant, en aucun cas, imposer unilatéralement une nouvelle marque, le changement de marque sera soumis à l'approbation de la Centrale d'achats après envoi de fiches techniques et d'échantillons.
- ❖ Dans la configuration d'une rupture ponctuelle, le titulaire propose :
 - Soit un article équivalent de même nature prévu au BPU et possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible au client ou bien au tarif du produit livré ;
 - Soit un article équivalent, de marque différente et non prévu au BPU mais repris du catalogue, possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible pour le client.

A noter, qu'en cas de proposition de la part du titulaire d'un produit de remplacement plus cher que le produit initial en rupture sera d'office refusé. Tous les articles de remplacement doivent être au prix de l'article initialement commandé par le client.

Ces éléments seront transmis pour approbation à la Centrale d'achats à l'adresse : centrale@crous.fr

A défaut d'accord avec le titulaire, chaque adhérent de la Centrale d'achats peut décider de recourir à un autre fournisseur conformément aux dispositions de l'article 12.2 du présent CCP, ou d'appliquer les clauses prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

Article 8.10 Besoins ponctuels saisonniers

Le titulaire est tenu de fournir à la Centrale d'achats, au plus tard deux mois avant chaque période de fêtes (Pâques, Noël...) un catalogue comprenant l'intégralité des références commerciales mises à disposition lors de ces fêtes.

Le titulaire est informé que si, par principe, les tarifs de chaque référence bénéficient du pourcentage de remise catalogue indiquée dans le BPU, ils peuvent aussi faire l'objet d'une négociation animée par la cellule des achats nationaux.

Les commandes passées pour des produits relatifs à des fêtes ne donneront pas lieu à la rédaction d'avenant.

Article 8.11 Promotions et nouveautés

Le titulaire est tenu de faire bénéficier aux adhérents l'ensemble de ses promotions et nouveautés.

Le titulaire est tenu de fournir à la Centrale d'achats, au plus tard 2 mois avant chaque période de promotion, un catalogue comprenant l'intégralité des références commerciales mises à disposition lors de ces dates.

Le titulaire est informé que si, par principe, les tarifs de chaque référence bénéficient du pourcentage de remise catalogue indiquée dans le BPU, ils peuvent aussi faire l'objet d'une négociation animée par la Centrale d'achats.

Les nouveautés peuvent donner lieu à des expérimentations pilotées par la Centrale d'achats, sur des sites testeurs avant une intégration à l'ensemble des adhérents.

Les commandes passées pour des produits relatifs à des promotions ou des nouveautés ne donnent pas lieu à la rédaction d'un acte modificatif du présent accord-cadre.

Toutes nouveautés et promotions appellent la fourniture d'une plaquette à destination des utilisateurs.

Article 8.12 Fiche technique

Les FT devront à *minima* indiquer les points décrits à l'annexe 2, cadre de réponses techniques (CRT) et rendu en langue française.

La non remise de ce document entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

Il est précisé que les fiches techniques doivent être renouvelées chaque année à la date anniversaire du marché. Pour toute modification de recette, un envoi mensuel devra être effectué par le titulaire à l'équipe de la Centrale d'achats.

Lors de leur transmission, elles doivent impérativement avoir été établies depuis moins d'un an.

Article 9 Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales

Article 9.1 Suivi de l'accord-cadre

Le titulaire est tenu de communiquer à chaque adhérent un référent afin d'assurer le suivi des prestations courantes du présent accord-cadre.

Le titulaire est par ailleurs tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé du suivi global de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé de la qualité et la sécurité sanitaire.

Un compte rendu de suivi commercial devra être envoyé à : centrale@crous.fr au semestre.

Les coordonnées des personnes représentant le titulaire sont indiquées au cadre de réponse technique. En cas de changement, le titulaire est tenu d'en avertir la Centrale d'achats ainsi que l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements mineurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités au niveau de chaque unité de gestion et de l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements majeurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités par la Centrale d'achats.

Il est entendu par dysfonctionnement majeur les changements unilatéraux de prix et toute récurrence de dysfonctionnement mineur.

Article 9.2 Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent

Chaque adhérent se réserve le droit de procéder à tout type de contrôles afin de s'assurer de la quantité et de la qualité des prestations du présent accord-cadre.

Chaque adhérent de la Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier l'exactitude des bons de livraison et des factures par rapport aux éléments sur lesquels le titulaire s'est engagé dans le cadre de son offre.

Les adhérents de la Centrale d'achats suivent, pour la part qui les concerne, l'évolution de la volumétrie de vente du présent accord-cadre et veillent au respect de la part catalogue.

Article 9.3 Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter à la Centrale d'achats, mensuellement ou sur demande dans un délai de 5 jours, un compte rendu regroupant :

La consommation globale et détaillée par adhérent (BPU, catalogue), sous la forme du tableau Excel © ou équivalent suivant :

Adhérent	Site livré	Marché	Produits BPU ou catalogue	Libellé produit titulaire	Poids livré	Nombre de livraison	Poids moyen livré	Coût moyen livré	C.A. hors TVA

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des audits au sein des usines du titulaire et de ses fournisseurs ou producteurs.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des analyses bactériologiques sur les produits du présent accord-cadre.

La Centrale d'achats vérifie, par tous moyens, que le titulaire est en conformité avec les exigences fixées au présent CCP.

Le titulaire est également tenu de fournir, sur simple demande de la Centrale d'achats, et dans un délai de 72 heures, le résultat d'analyses bactériologiques, microbiologiques et nutritionnelles relatives aux produits faisant l'objet du marché.

Le titulaire est tenu de fournir, sur simple demande de la Centrale d'achats et dans un délai de deux jours ouvrés, tout élément prouvant ou susceptible de prouver le respect des règles de salubrité et de sécurité imposée dans le cadre de la réglementation intéressant sa profession.

Les différents documents, comptes-rendus et demandes doivent impérativement être transmis à l'adresse mail suivante : centrale@cnous.fr sans quoi ils seront considérés comme non reçus et soumis à l'annexe 2 pénalités.

La non remise de ces documents entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

Aussi, le titulaire se doit de répondre à toutes demandes d'informations relatives au suivi des marchés à la Centrale d'achats dans un délai raisonnable de 5 jours ouvrés, sans quoi il s'expose à des pénalités équivalentes à celles précitées.

Article 9.4 Encadrement des relations commerciales

La Centrale d'achats dispose de l'exclusivité des relations commerciales suivantes :

- ❖ Ajout et suppression d'articles ;
- ❖ Offres promotionnelles ;
- ❖ Suivi et statistiques de vente ;
- ❖ Suivi des rapports de visite et d'audits ;
- ❖ Suivi des non-conformités majeures.

Ces éléments seront communiqués pour validation à l'adresse générique : centrale@cnous.fr

Article 9.5 Portée des clauses du présent CCP

Toute tolérance ou permission de l'une des parties au présent marché concernant le respect des clauses du présent CCP ne saurait être considérée comme une renonciation à demander l'exécution des dites clauses.

Article 10 Prix de l'accord-cadre

Article 10.1 Référence et consistance des prix

Les prix sont déterminés par les prix unitaires tels qu'ils figurent dans les B.P.U.

Toute demande ne figurant pas sur les BPU fera l'objet d'un devis avec accord pour validation de la Centrale d'achats.

Le nombre de références dans le BPU peut être modifié à la marge, dans la mesure où cela correspond à une demande récurrente des adhérents ou à une évolution des pratiques.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement (RP), au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, au déchargement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires

à l'exécution des prestations y compris la taxe sur les activités polluantes, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, les cotisations, contributions, et autres droits et accises.

Ainsi les taxes réglementaires connues au moment de la publication telles que (liste non exhaustive) : la TVA, CVO Interbev, taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et autres droits ou cotisations sur les boissons alcoolisées ou sucrées ne seront pas intégrées au prix unitaire HT du candidat.

Par ailleurs, les frais de manutention, de préparation, de stockage, de transport et de fourniture qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Article 10.2 Forme des prix

En application de l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix du marché sont révisables semestriellement.

La formule de révision des prix comporte une partie fixe et une partie variable.

La formule de révision des prix est soumise à un coefficient de stabilisation, appelé CS et égal à 0.30 (stockage et pertes 12% + valeur ajoutée 14% + emballage 4%).

La formule de révision des prix est la suivante :

$$PR = PO \times [CS + (0.7 \times CV)]$$

Dans cette formule :

PR est le prix HT au jour de la révision,

- **PO** correspond au prix HT initial de l'offre du candidat,
- **CS** est le coefficient de stabilisation de 0.30 (30%),
- **CV** est le coefficient de variation qui résulte du rapport suivant : IR/I0 ou CR/C0 avec IR ou CR dernier indice ou cotation connus au moment de la révision et indice I0 ou la cotation C0 correspondant à la valeur de l'indice ou de la cotation connue au moment de la remise des offres.

Pour les révisions suivantes, les modalités seront les mêmes en remplaçant les valeurs de P0, I0, C0 par celles de la dernière révision.

Si les révisions semestrielles ne sont pas faites pour causes de retard ou de stabilité du marché, il conviendra pour la prochaine révision de prendre les derniers indices connus au moment de la révision semestrielle, qu'elle soit faite ou non.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, la valeur applicable est la dernière publiée. En cas d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice, les parties aux présents marchés conviendront d'une autre cotation ou indice à appliquer.

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.2.2 du CCAG FCS, tous les prix du présent accord-cadre sont révisables en cas de rupture d'approvisionnement d'une matière rentrant dans la composition du produit ou pour toute imprévision.

Les produits concernés peuvent être substitués à d'autres articles, en priorité du B.P.U., dont le prix est négocié avec la Centrale d'achat.

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier la rupture d'approvisionnement, la volatilité des cours ou l'impossibilité de maintenir aux conditions tarifaires la fourniture de produits.

Article 10.3 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

Article 10.4 Clause de remise sur les prix publics

Un seuil de commande et un taux de remise sur les prix publics sont précisés ci-après de l'accord-cadre.

Le titulaire applique le taux de remise dès que le chiffre d'affaires global de l'ensemble des adhérents, part catalogue comprise, atteint le seuil de commande.

Lot	Intitulé	Seuil de commande annuel en € HT	Taux de remise
1	Epicerie Zone IDF	De 0 € à 999 999 €	0,00%
		De 1 000 000 € à 1 999 999 €	3,50%
		De 2 000 000 € à 2 999 999 €	4,00%
		A partir de 3 000 000 €	4,50%
2	Epicerie Zone Nord	De 0 € à 1 499 999 €	0,00%
		De 1 500 000 € à 3 499 999 €	3,50%
		De 3 500 000 € à 5 499 999 €	4,00%
		A partir de 5 500 000 €	4,50%
3	Epicerie Zone Sud	De 0 € à 1 999 999 €	0,00%
		De 2 000 000 € à 3 999 999 €	3,50%
		De 4 000 000 € à 5 999 999 €	4,00%
		A partir de 6 000 000 €	4,50%

La remise sur les prix publics s'applique à tous les adhérents, indépendamment du chiffre d'affaire généré par chacun.

La remise sur les prix publics fait l'objet d'un bon de remise globalisé transmis à la Centrale d'achats à chaque date anniversaire. Cette dernière centralise la collecte des remises pour le compte de l'ensemble de ses adhérents.

Pour le calcul de la dernière remise sur les prix publics du marché, les seuils sont proratisés au regard de la durée de la dernière période couverte.

La remise sur les prix publics est assujettie à la T.V.A.

Article 10.5 La particularité de la théorie des circonstances imprévues

Conformément aux dispositions des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, les parties conviennent que la révision des prix pourra être envisagée en cas de circonstances imprévues affectant l'exécution du présent marché. L'imprévision pourra être invoquée lorsque l'exécution du contrat devient plus difficile ou onéreuse en raison d'événements exceptionnels et imprévisibles qui n'étaient pas prévus au moment de la conclusion du marché. Ces circonstances imprévues doivent être objectives, c'est-à-dire totalement indépendantes de la volonté des parties et ne pouvant être anticipées par une diligence raisonnable.

En particulier, la révision des prix pourra intervenir en cas de variation significative et imprévisible des coûts des matières premières, des énergies ou en cas de changements législatifs ou réglementaires non anticipés. Ces événements doivent entraîner un bouleversement substantiel de l'équilibre financier du marché, qu'il s'agisse d'une hausse ou d'une baisse des prix. L'article 24 du CCAG-FCS précise que lorsque l'exécution du marché devient plus coûteuse en raison de telles circonstances imprévues, une révision des prix peut être envisagée.

Il est entendu que toute demande de révision des prix ou modification des conditions d'exécution en raison de l'imprévision devra être formalisée par écrit et accompagnée des justifications nécessaires, telles que la présentation de factures d'achats ou de tout document justifiant de l'imprévision invoquée. Cette demande devra être formulée sans délai, après que l'événement imprévu soit survenu et ait eu un impact direct sur l'exécution du marché.

L'imprévision ne pourra être invoquée que si l'événement en question ne pouvait en aucun cas être prévu lors de la signature du marché. En outre, toute demande de révision ou de modification doit être proportionnée à l'impact réel de l'événement imprévu sur l'exécution du contrat. Le titulaire du marché devra apporter la preuve que l'imprévision est avérée et que les conditions d'exécution du marché sont désormais modifiées de manière substantielle. Si l'imprévision n'est pas avérée ou si l'événement invoqué ne répond pas aux critères ci-dessus, la demande de révision des prix ou de modification des conditions d'exécution sera rejetée.

En cas d'accord sur la révision, un avenant formalisera la révision des prix ou toute autre adaptation nécessaire aux nouvelles conditions d'exécution du marché, afin de garantir l'équilibre financier et contractuel du marché initial.

Article 10.6 Clause de sauvegarde

Au cas où interviendraient des hausses de prix supérieures à 5% du prix initial et à 2% de la clause butoir, sauf cas exceptionnels de type imprévision, la Centrale se réserve le droit de :

- ❖ Réduire les prestations initialement prévues, et poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à la condition que le titulaire justifie, une telle hausse, par tout moyen ;
- ❖ Résilier purement et simplement le marché, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité.

La Centrale d'achats dispose d'un délai 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. Notification de la décision est faite au titulaire dans le délai précité.

Article 10.7 Clause butoir

La majoration du prix par l'effet de la révision ne peut pas être supérieure à 2% du prix de l'année précédente pour chaque article défini par sa référence article détaillée entrant dans le périmètre de l'accord cadre.

La Centrale d'achats dispose d'un délai de 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. La décision d'acceptation ou de refus est notifiée au titulaire.

Article 10.8 Date de formation des prix et facturation

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité du marché auquel ils se rattachent.

Les loyers à payer sont ceux applicables à la date de la commande. Les loyers sont mensuels.

Les livraisons peuvent toutefois intervenir au-delà de la date de fin de marché dans le respect des conditions fixées à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison. Les factures doivent notamment comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de facture ;
- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro du lot ;
- ❖ Les noms et adresses du créancier ou la raison sociale ;
- ❖ Le numéro du registre du commerce et le numéro SIRET ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ La date de commande ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;

- ❖ Le produit livré ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C avec le détail des taxes ou droits réglementaires si concerné ;
- ❖ Les frais supplémentaires de livraison dans les cas où les montants de franco ne sont pas atteints.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture. Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

Le titulaire est informé qu'il ne doit pas regrouper dans une même facture la facturation d'articles figurant au BPU et d'articles commandées au titre de la part catalogue du marché.

En cas de demande d'un adhérent, le titulaire doit être en mesure de proposer une facturation mensuelle. Une facturation à la décade peut aussi être demandée par l'adhérent.

Le titulaire appliquera un système de compensation kilométrique au niveau de chaque adhérent de la Centrale d'achats. Ce système prendra en compte la somme des forfaits kilométriques des bons de commande signés par l'adhérents sur une année N et le rapprochera des kilomètres effectivement roulés cette même année N.

Par ailleurs, le titulaire est informé qu'une facturation dématérialisée est mise en place. Chaque adhérent communique aux titulaires les éléments pratiques permettant la dématérialisation des factures via Chorus Pro.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures dématérialisées sont transmises via la plateforme <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Article 11 Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation de factures au nom du titulaire précisé à l'acte d'engagement.

Article 11.1 Facturation électronique obligatoire

En application des articles L. 2192-1 et suivants et Article D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses factures sous forme électronique.

Conformément à l'article D. 2192-2, la facture électronique doit comporter les éléments suivants :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures doivent également comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ Le numéro de nomenclature concerné ;
- ❖ La date d'émission du bon de commande ;
- ❖ Le lieu de livraison ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage,
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture.

Pour faciliter la facture électronique, la plateforme Chorus Pro permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

La transmission par la solution Chorus Pro constitue désormais l'unique mode autorisé de transmission des factures aux entités publiques. En cas d'envoi d'une facture par une autre voie, il sera rappelé au titulaire l'obligation de se conformer à l'envoi par voie électronique et la facture sera rejetée en application de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

Article 11.2 Délais de règlement

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison.

Les délais de règlement applicables sont de 30 jours à compter de la réception de la facture sur le portail Chorus, les paiements ne s'effectuant qu'après certification du service fait.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents pour des raisons structurelles liées à l'organisation de leurs services, la rémunération du titulaire est versée après la réception de la facture correspondant à la

livraison. En aucun cas, le délai de paiement ne pourra être supérieur au délai de 30 jours dans les conditions prévues ci-avant.

Conformément à l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court pas lorsque la facture a été transmise en dehors de la solution Chorus Pro.

En effet, en application de l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court qu'à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro.

Article 11.3 Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions combinées du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, des articles L2192-10 et suivants et des articles R2192-10 et suivants du Code de la commande publique :

- Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification à l'adhérent du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro ;
- Le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par l'adhérent à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement ;
- Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché et jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros ;
- Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification ;
- Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 11.4 Défaut de paiement

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, notamment ses articles L.2192-12 et R.2192-31 à R.2192-36, ainsi qu'au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance contractuelle ou à l'expiration du délai réglementaire de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à en faire la demande, au versement :

- ❖ Des intérêts moratoires, calculés au taux BCE + 8 points de pourcentage, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts ont commencé à courir ;
- ❖ Et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant la date d'échéance prévue ou l'expiration du délai réglementaire de paiement jusqu'à la date de mise en paiement effective, principal inclus.

Article 11.5 Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et sous respect des conditions prévues aux articles R.2193-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique le versement d'une avance peut être prévu.

Une avance pourra être versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le taux d'avance est fixé à 10 %.

Son montant excédant 5%, l'avance ne sera versée qu'après constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions des articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'imputera par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci

Article 11.6 Acomptes

En application de l'article R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, le montant versé au titulaire est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Dans le cadre du présent accord, et lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article 19 de la Loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce maximum est ramené à un mois à la demande du titulaire.

Article 11.7 Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître, concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-61 du Code de la commande publique est l'agent comptable du Crous.

Le représentant du pouvoir adjudicateur remet au titulaire la copie du présent accord revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en un exemplaire unique en vue de lui permettre de céder ou de nantir des créances en résultant.

En cas de cotraitance, la copie du présent accord certifiée conforme à l'original en un unique exemplaire, destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, est délivrée au mandataire du groupement solidaire.

Toute cession ou nantissement est adressé à l'agent comptable du Cnous.

Par ailleurs, les fournisseurs étrangers ne peuvent céder ou nantir leur marché que sur la base du montant hors TVA.

Article 12 Les pénalités, ajournement et rejet

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les titulaires ne sont pas exonérés des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille euros hors taxes (1000€HT).

La liste des pénalités, et les montants associés, sont définis en annexe n°2 du présent CCP.

Les pénalités sont prononcées par l'adhérent concerné ou la Centrale d'achats. Le titulaire est tenu de fournir, à chaque date anniversaire et à la Centrale d'achats, la liste des pénalités versées.

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable. Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par le service bénéficiaire par tout moyen de preuve (fait générateur) et notamment un message informant le titulaire de la situation.

En cas de contestation le titulaire devra informer la personne publique dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et réfections.

La décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet est prise par le directeur du site concerné ou son représentant.

Article 13 Principes et motifs de résiliation

Article 13.1 Motifs de résiliation

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS que la Centrale d'achats se réserve le droit d'appliquer, celle-ci peut demander la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions décrites à l'annexe n°2 du présent CCP.

Toutes résiliations prononcées aux torts du titulaire ne donnent lieu à aucune indemnisation.

Article 13.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le présent CCP prévoit, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, que l'adhérent peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord prononcée aux torts du titulaire.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 13.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

La Centrale d'achats peut mettre fin à l'accord-cadre, pour motifs d'intérêt général à tout moment par décision de résiliation.

Article 14 Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige

En cas de litige, le droit français est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent donc être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les contestations qui pourraient subvenir entre la Centrale d'achats et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties. En cas de litige portant sur des problèmes techniques et plus généralement dans le cadre de service régulier du titulaire, la loi française est seule applicable.

Avant tout recours contentieux, les parties peuvent convenir d'engager avec le titulaire un processus transactionnel.

Les parties peuvent aussi le cas échéant soumettre leurs différends et litiges au comité consultatif de règlement amiable des litiges, (C.C.R.A.).

Dans le cas où un règlement amiable entre les parties des différends ou litiges susceptibles d'intervenir en cours d'exécution ne serait pas possible, le Tribunal Administratif compétent est :

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil
95027 CERGY PONTOISE Cedex.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Article 15 Dérogations au CCAG-FCS

L'Article 1.2 du présent CCP déroge à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS

L'Article 3 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'Article 6.1 du présent CCP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS

L'Article 12 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS